

F 90 — 1631

15 MARS 1990. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 9, alinéa 3 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, et notamment l'article 9;

Vu l'urgence;

Considérant que le caractère urgent de cette mesure découle de la nécessité absolue de fixer avant le 15 avril 1990, date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, les modalités d'intervention des estimateurs agréés,

Arrête :

Article 1^{er}. Les personnes physiques visées à l'article 1^{er}, 3^o de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne, s'engagent dans le respect des obligations imposées par la réglementation précitée à :

1. ne pas intervenir en qualité d'estimateur pour une demande de prime introduite à leur avantage ou par un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement;
2. ne pas intervenir en qualité d'estimateur pour une demande de prime dans le cadre de laquelle les travaux de réhabilitation seront exécutés par une entreprise dans laquelle ils ont un intérêt personnel, soit directement, soit par personne interposée;
3. ne pas établir un rapport d'estimation pour un logement insalubre non améliorable ou un logement salubre;
4. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux subsidiables aux termes de l'annexe I, B de l'arrêté et de la notice à l'attention des estimateurs qui leur a été distribuée;
5. refuser d'établir un rapport d'estimation pour des travaux qui s'intègrent dans une opération globale non subsidiable aux termes de la réglementation ou de la notice précitée (ex. : subdivision d'un logement en plusieurs entités, création d'un logement à partir d'un bâtiment à usage non résidentiel, achèvement d'un agrandissement déjà entamé...), même si ces travaux figurent à l'annexe I, B de l'arrêté;
6. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux respectant l'ordre de priorité défini dans l'annexe susvisée;
7. mentionner dans le rapport d'estimation, si l'état du logement l'impose, les travaux que le demandeur est tenu de faire exécuter en vertu du principe des priorités, même s'ils ne peuvent être pris en compte pour le calcul du montant de la prime;
8. mentionner dans le rapport d'estimation d'une demande de prime introduite par un demandeur qui n'occupera pas personnellement le logement réhabilité les travaux de réhabilitation répondant à l'ensemble des priorités P1 et P2 énoncées à l'annexe I, B de l'arrêté;
9. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux non entamés ou exécutés au jour de la rédaction dudit rapport;
10. ne pas établir de rapport d'estimation mentionnant des ouvrages communs à plusieurs logements ou communs à un ou plusieurs logements et à une partie du bâtiment affectée à un usage professionnel, totalement distincte du ou des logements;
11. ne prendre en considération les ouvrages communs qu'au prorata de la partie résidentielle lorsque le rapport d'estimation concerne un immeuble comportant également des locaux affectés ou destinés à être affectés, fût-ce partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle;
12. ne pas établir un rapport d'estimation sans solliciter de l'Administration, lorsque l'état du logement et le principe des priorités l'exigent, les dérogations admises par la réglementation;
13. mentionner dans la déclaration d'achèvement des travaux les ouvrages qui étaient prévus au rapport d'estimation et que le demandeur n'a pas fait exécuter;
14. n'établir une déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable que si l'ordre de priorité défini dans l'annexe I, B a été respecté et si le montant total des travaux subsidiables atteint au minimum 80 000 F ou 40 000 F hors T.V.A., selon que l'on se trouve dans l'une ou l'autre des situations évoquées à l'article 2, § 2, 3^o alinéa de l'arrêté;
15. ne valider, lors de la déclaration d'achèvement des travaux, des factures de mise en œuvre de matériaux que si elles émanent d'entreprises enregistrées et affiliées au C.S.T.C., sauf dans les cas où une dérogation à cette obligation est autorisée;
16. ne valider les factures jointes à la déclaration d'achèvement des travaux qu'au prorata des travaux pour la réalisation desquels la prime à la réhabilitation est sollicitée;
17. ne pas établir une déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable si certains travaux repris lors de l'estimation sont couverts par des factures antérieures au début du délai octroyé au demandeur;
18. dans l'hypothèse où certains travaux ont été réalisés après le délai octroyé au demandeur, ne compléter la déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable que si tous les travaux d'une priorité supérieure ont été exécutés dans le délai précité;
19. ne valider les factures jointes à la déclaration d'achèvement des travaux, qu'à concurrence de la partie résidentielle, lorsque ceux-ci concernent également des locaux affectés ou destinés à être affectés, fût-ce partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle;
20. refuser de prendre en considération des travaux exécutés dans des locaux qui, lorsque le rapport d'estimation a été rédigé, étaient à usage résidentiel, et qui, lorsque l'estimateur est amené à établir la déclaration d'achèvement des travaux, sont affectés ou destinés à être affectés à l'exercice d'une activité professionnelle;
21. vérifier, lors de l'établissement de la déclaration d'achèvement des travaux, que le demandeur est en possession d'un permis de bâtir lorsque les travaux réalisés dans le cadre de la demande de prime à la réhabilitation nécessitent l'obtention d'un tel permis aux termes du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

Art. 2. Les personnes physiques visées à l'article 1^{er}, 3^o, 3^e tiret de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990 s'engagent en outre à :

1. ne pas établir un rapport d'estimation sans avoir signé la convention faisant l'objet de l'annexe II dudit arrêté;

2. ne pas percevoir d'honoraires d'estimateur d'un montant supérieur à 10 000 F hors T.V.A., dont la moitié au moins ne peut être exigée qu'après l'établissement de la déclaration d'achèvement des travaux;
3. ne pas établir un rapport d'estimation qui concerne la réhabilitation d'un logement qui ne sera pas occupé à titre principal par le demandeur du subside;
4. ne pas établir un rapport d'estimation concernant des travaux pour lesquels le demandeur envisage d'acquérir des matériaux à mettre en œuvre dans le logement;
5. dans le cas où une partie des travaux de réhabilitation a été réalisée à partir de matériaux acquis par le demandeur alors que celui-ci envisageait, lors de l'estimation, de confier l'ensemble de ses travaux à des entreprises, ne pas prendre en considération, à l'occasion de l'établissement de la déclaration d'achèvement des travaux, les factures relatives à l'achat de matériaux;
6. ne pas établir une déclaration d'achèvement des travaux se rapportant à une demande de prime pour laquelle le rapport d'estimation a été rédigé par un autre estimateur;
7. signaler à l'Administration toute modification de leur statut susceptible de leur faire perdre la qualité d'estimateur.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 avril 1990.

Namur, le 15 mars 1990.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D 90 — 1631

15. MÄRZ 1990. — Ministerieller Erlaß zur Ausführung von Artikel 9 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen, insbesondere des Artikels 9 :

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß diese Maßnahme dringend ist, weil es unbedingt notwendig ist, die Modalitäten für die Einschaltung der anerkannten Taxatoren vor dem 15. April 1990, d.h. dem Tag des Inkrafttretens der neuen Regelung, zu bestimmen :

Beschließt der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region :

Artikel 1. Die in Artikel 1 Nr. 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung von in der Wallonischen Region gelegenen verbesserungsfähigen gesundheitsschädlichen Wohnungen erwähnten natürlichen Personen verpflichten sich unter Beachtung der durch vorerwähnte Regelung auferlegten Pflichten

1. nicht als Taxator einzugreifen für einen Prämienantrag, der zu ihren Gunsten oder von einem Verwandten bzw. Verschwägerten bis zum zweiten Grade einschließlich eingereicht worden ist;
2. nicht als Taxator einzugreifen für einen Prämienantrag, in dessen Rahmen die Sanierungsarbeiten von einem Unternehmen ausgeführt werden sollen, an dem sie entweder direkt oder durch eine Mittelsperson persönlich beteiligt sind;
3. keinen Kostenvoranschlag aufzustellen für eine nichtverbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung oder für eine gesunde Wohnung;
4. im Kostenvoranschlag nur Arbeiten zu berücksichtigen, die laut Anlage 1 B zum Erlaß und laut des Berichts für die Taxatoren, der ihnen zugestellt worden ist, bezuschußt werden können;
5. sich zu weigern, einen Kostenvoranschlag für Arbeiten aufzustellen, die zu einem Gesamtvorhaben gehören, welches laut der Regelung und des vorerwähnten Berichts nicht bezuschußt werden kann (z.B. : Unterteilung einer Wohnung in mehrere Gebilde, Errichtung einer Wohnung aus einem Gebäude, das nicht zu Wohnzwecken dient, Fertigstellung eines bereits begonnenen Ausbaus...), selbst wenn diese Arbeiten in Anlage I B zum Erlaß aufgeführt sind;
6. im Kostenvoranschlag nur Arbeiten zu berücksichtigen, die sich nach der in der vorerwähnten Anlage bestimmten Rangordnung richten;
7. wenn der Zustand der Wohnung es erfordert, im Kostenvoranschlag die Arbeiten anzugeben, die der Antragsteller aufgrund des Prinzips der Prioritäten ausführen lassen muß, selbst wenn sie nicht für die Errechnung des Betrags der Prämie berücksichtigt werden können;
8. im Kostenvoranschlag für einen Prämienantrag, der von einem Antragsteller eingereicht worden ist, welcher die sanierte Wohnung nicht persönlich benutzen wird, die Sanierungsarbeiten anzugeben, die sämtlichen in Anlage I B zum Erlaß aufgeführten Prioritäten W1 und W2 entsprechen;
9. im Kostenvoranschlag nur Arbeiten zu berücksichtigen, die am Tag der Aufstellung dieses Voranschlags weder begonnen noch ausgeführt worden sind;
10. keinen Kostenvoranschlag aufzustellen, in dem gemeinsame Anlagen mehrerer Wohnungen oder gemeinsame Anlagen einer oder mehrerer Wohnungen und eines für Berufszwecke bestimmten Teils des Gebäudes, der von der bzw. den Wohnungen vollkommen getrennt ist, erwähnt werden;
11. die gemeinsamen Anlagen nur im Verhältnis zu dem zu Wohnzwecken dienenden Teil zu berücksichtigen, wenn der Kostenvoranschlag ein Gebäude betrifft, das ebenfalls Räume umfaßt, welche, sei es auch nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind;
12. keinen Kostenvoranschlag aufzustellen, ohne die durch die Regelung zugelassenen Abweichungen bei der Verwaltung zu beantragen, wenn diese wegen des Zustands der Wohnung und des Prinzips der Prioritäten erforderlich sind;
13. in der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten die Arbeiten anzugeben, die im Kostenvoranschlag vorgesehen waren und die der Antragsteller nicht hat ausführen lassen;

14. eine Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten nur mit einem günstigen Gutachten anzufertigen, wenn die in Anlage I B bestimmte Rangordnung eingehalten worden ist und wenn der Gesamtbetrag der bezuschußbaren Arbeiten mindestens 80 000 F oder 40 000 F ohne MwSt. erreicht, je nachdem ob der eine oder andere der in Artikel 2 § 2 Absatz 3 des Erlasses erwähnten Fälle vorliegt;

15. bei der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten Rechnungen über den Einsatz von Materialien nur für gültig zu erklären, wenn sie von einem registrierten und dem Wissenschaftlichen und Technischen Zentrum für das Bauwesen angeschlossenen Unternehmen stammen, außer in den Fällen, wo eine Abweichung von dieser Pflicht zugelassen ist;

16. die der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten beigefügten Rechnungen nur im Verhältnis zu den Arbeiten für gültig zu erklären, für deren Ausführung die Sanierungsprämie beantragt wird;

17. keine Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten mit einem günstigen Gutachten anzufertigen, wenn gewisse beim Voranschlag berücksichtigte Arbeiten durch Rechnungen gedeckt sind, die vor Beginn der dem Antragsteller eingeräumten Frist aufgestellt worden sind;

18. falls gewisse Arbeiten nach der dem Antragsteller eingeräumten Frist ausgeführt worden sind, die Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten nur mit einem günstigen Gutachten zu ergänzen, wenn alle Arbeiten eines höheren Wichtigkeitsgrades in der vorerwähnten Frist ausgeführt worden sind;

19. die der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten beigefügten Rechnungen nur für den zu Wohnzweckern dienenden Teil für gültig zu erklären, wenn diese Arbeiten ebenfalls Räume betreffen, die, sei es auch nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind;

20. sich zu weigern, Arbeiten zu berücksichtigen, die in Räumen ausgeführt worden sind, welche zum Zeitpunkt der Aufstellung des Kostenvoranschlags für Wohnzwecke bestimmt waren und zum Zeitpunkt, wo der Taxator die Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten anfertigen muß, einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind;

21. bei der Anfertigung der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten nachzuprüfen, ob der Antragsteller eine Baugenehmigung besitzt, wenn für die im Rahmen des Antrags auf die Sanierungsprämie ausgeführten Arbeiten laut des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches eine solche Genehmigung erforderlich ist.

Art. 2. Ferner verpflichten sich die in Artikel 1 Nr. 3 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Februar 1990 erwähnten natürlichen Personen :

1. keinen Kostenvoranschlag aufzustellen, ohne die Vereinbarung, die den Gegenstand von Anlage II zum besagten Erlaß bildet, unterzeichnet zu haben;

2. als Taxator keine Honorare über 10 000 F, ohne MwSt., zu beziehen, wobei mindestens die Hälfte davon erst nach Anfertigung der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten verlangt werden darf;

3. keinen Kostenvoranschlag in bezug auf die Sanierung einer Wohnung aufzustellen, die der Antragsteller nicht als Hauptwohnsitz benutzen wird;

4. keinen Kostenvoranschlag in bezug auf Arbeiten aufzustellen, für die der Antragsteller Material kaufen will, das in der Wohnung eingesetzt werden soll;

5. die Rechnungen über den Kauf von Material bei der Anfertigung der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten nicht zu berücksichtigen, falls ein Teil der Sanierungsarbeiten mit Material ausgeführt worden ist, das der Antragsteller gekauft hat, während dieser zum Zeitpunkt des Voranschlags die Absicht hatte, Unternehmen mit seinen gesamten Arbeiten zu beauftragen;

6. keine Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten in bezug auf einen Prämienantrag anzufertigen, für den der Kostenvoranschlag von einem anderen Taxator aufgestellt worden ist;

7. der Verwaltung jegliche Änderung ihres Statuts, durch die sie die Eigenschaft als Taxator verlieren könnten, mitzuteilen.

Art. 3. Vorliegender Erlaß tritt am 15. April 1990 in Kraft.

Namür, am 15. März 1990.

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N 90 — 1631

15 MAART 1990. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van artikel 9, derde lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare woningen gelegen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het spoedeisend karakter van die maatregel voortkomt uit de noodzaak de modaliteiten voor het optreden van de erkende schatters voor 15 februari 1990, datum waarop de nieuwe reglementering in werking treedt, vast te stellen,

Besluit

Artikel 1. De natuurlijke personen bedoeld in artikel 1, 3^o van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 tot instelling van een premie tot rehabilitatie van verbeterbare ongezonde woningen gelegen in het Waalse Gewest verbinden zich, met inachtneming van de verbintenissen opgelegd door de hierboven vermelde reglementering, ertoe

1. niet als schatter te werken voor hun eigen premieaanvraag, noch voor een aanvraag ingediend door een bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad;

2. niet als schatter te werken voor een premieaanvraag in het kader waarvan rehabilitatiewerken moeten worden uitgevoerd door een onderneming waarin de schatter hetzij persoonlijk, hetzij via een tussenpersoon belangen heeft;

3. geen schatting op te maken voor een onverbeterbare ongezonde woning of en gezonde woning;
 4. alleen werken die, ingevolge bijlage I, B van het besluit en de nota die de schatters werd toegezonden, de premie kunnen genieten, in de schatting in aanmerking te nemen;
 5. te weigeren een schatting op te maken voor werken die deel uitmaken van een globale operatie die, luidens de hierboven vermelde reglementering of nota, (bv : verdeling van een woning in verschillende gedeelten, maken van een woning uit een niet-residentieel gebouw, voltooiing van een al aangevatte uitbreiding) de premie kan niet genieten, zelfs indien die werken in bijlage I, B van het besluit worden vermeld;
 6. alleen werken die de voorrangorde bepaald in de hiervoren bedoelde bijlage naleven, in aanmerking te nemen;
 7. indien de staat van de woning het eist, de werken die de aanvrager krachtens het prioriteitsprincipe verplicht is te laten uitvoeren, zelfs indien die werken niet in aanmerking kunnen worden genomen voor de berekening van de premie, in de schatting te vermelden;
 8. rehabilitatiewerken die aan alle in bijlage I, B, bedoelde P1 en P2 prioriteiten voldoen, in de schatting van een premieaanvraag ingediend door een aanvrager die de gerehabiliteerde woning niet persoonlijk zal bewonen, te vermelden;
 9. alleen niet-aangevate werken of werken uitgevoerd op de dag waarop die schatting wordt opgemaakt, in de schatting in aanmerking te nemen;
 10. geen schatting op te maken die werkzaamheden vermeldt die verschillende woningen gemeenschappelijk hebben of die één of verschillende woningen en een gedeelte van het gebouw gemeenschappelijk zijn dat tot de uitoefening van een beroepsactiviteit dient en dat volkomen apart is van de woning(en);
 11. gezamenlijke werkzaamheden alleen naar rata van het residentiële gedeelte in aanmerking te nemen wanneer de schatting betrekking heeft op een gebouw dat ook lokalen omvat die, zelfs gedeeltelijk, dienen tot of bestemd zijn voor de uitoefening van een beroepsactiviteit;
 12. geen schatting op te maken zonder, wanneer de staat van de huisvesting en het prioriteitsprincipe het eisen, de door de reglementering toegelaten afwijkingen aan het bestuur te vragen;
 13. werkzaamheden die in de schatting werden voorzien, die de aanvrager niet heeft laten uitvoeren, in de verklaring van voltooiing van het werk te vermelden;
 14. een verklaring van voltooiing van het werk met gunstig advies op te maken alleen indien aan de in bijlage I, B, bedoelde voorrangorde werd voldaan en indien het totaal bedrag van de werken die de premie kunnen genieten, minimum 80 000 F of 40 000 F, exclusief BTW, bedraagt naargelang men zich bevindt in één van de situaties vermeld in artikel 2, § 2, 3^o van het besluit;
 15. facturen bewijzende het gebruik van bouwstoffen, bij de verklaring van voltooiing van het werk, geldig te maken, alleen indien die facturen door aannemers geregistreerd of ingeschreven bij de WTCB worden opgemaakt, behalve in gevallen waarin een afwijking van die verbintenis wordt toegelaten;
 16. de bij de verklaring van voltooiing van het werk gevoegde facturen geldig te maken naar rata van de werken waarvoor een premie tot rehabilitatie wordt gevraagd;
 17. geen verklaring van voltooiing van het werk met gunstig advies op te maken indien bepaalde werken, opnieuw aangevat bij het opmaken van de schatting, gedekt zijn door facturen die dateren van voor het begin van de aan de aanvrager verleende termijn;
 18. in de veronderstelling dat bepaalde werken na de aan de aanvrager toegekende termijn werden uitgevoerd, de verklaring van voltooiing van het werk slechts met gunstig advies in te vullen indien alle werken die voorrang hebben binnen de hierboven vermelde termijn werden uitgevoerd.
 19. de bij de verklaring van voltooiing van het werk gevoegde facturen slechts geldig te maken naar rata van het residentiële gedeelte wanneer die facturen ook betrekking hebben op lokalen die, zelfs gedeeltelijk, dienen tot of bestemd zijn voor de uitoefening van een beroepsactiviteit;
 20. werken uitgevoerd in lokalen die, wanneer de schatting werd opgemaakt, dienen tot residentieel gebruik en die, wanneer de schatter zijn verklaring van voltooiing van het werk moet opmaken, dienen tot of bestemd zijn voor de uitvoering van een beroepsactiviteit, niet in aanmerking te nemen;
 21. bij het opmaken van de verklaring van voltooiing van het werk te controleren of de aanvrager een bouwvergunning bezit wanneer de werken uitgevoerd in het kader van de premieaanvraag tot rehabilitatie, ingevolge het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, het verkrijgen van zo'n vergunning eisen;
- Art. 2.** De natuurlijke personen bedoeld in artikel 1, 3^o, derde punt van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 verbinden er zich bovendien toe :
1. geen schatting op te maken indien zij de overeenkomst die het voorwerp is van bijlage II van genoemd besluit niet ondertekend hebben;
 2. geen honorarium als schatter te ontvangen waarvan het bedrag, exclusief BTW, meer dan 10 000 F bedraagt, en waarvan ten minste de helft slechts kan worden geëist na het opmaken van de verklaring van voltooiing van het werk;
 3. geen schatting op te maken met betrekking tot de rehabilitatie van een woning die de premieaanvrager niet persoonlijk zal bewonen;
 4. geen schatting op te maken met betrekking tot werken waarvoor de aanvrager van plan is bouwstoffen aan te kopen die in de bouw van de huisvesting gebruikt zullen worden;
 5. wanneer een deel van de rehabilitatiewerken werd uitgevoerd met bouwstoffen aangekocht door de aanvrager tenzij hij op het ogenblik van het opmaken van de schatting van plan zou zijn alle rehabilitatiewerken aan ondernemingen toe te vertrouwen, de facturen met betrekking tot het aankopen van bouwstoffen niet in aanmerking te nemen bij het opmaken van de verklaring van voltooiing van het werk;
 6. geen verklaring van voltooiing van het werk op te maken voor werken die betrekking hebben op een premieaanvraag waarvoor een schatting door een andere schatter werd opgemaakt;
 7. het bestuur op de hoogte te brengen van iedere wijziging aan hun statuut waardoor ze hun erkenning als schatter kunnen verliezen;

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 15 april 1990.

Namen, 15 maart 1990.

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN